

Guerre en Ukraine : en France, le litre de gazole s'envole de 14 centimes en une semaine

Par Wladimir Garcin-Berson

Publié il y a 44 minutes



Dans une station près du Havre, début mars. JEAN-FRANCOIS MONIER / AFP

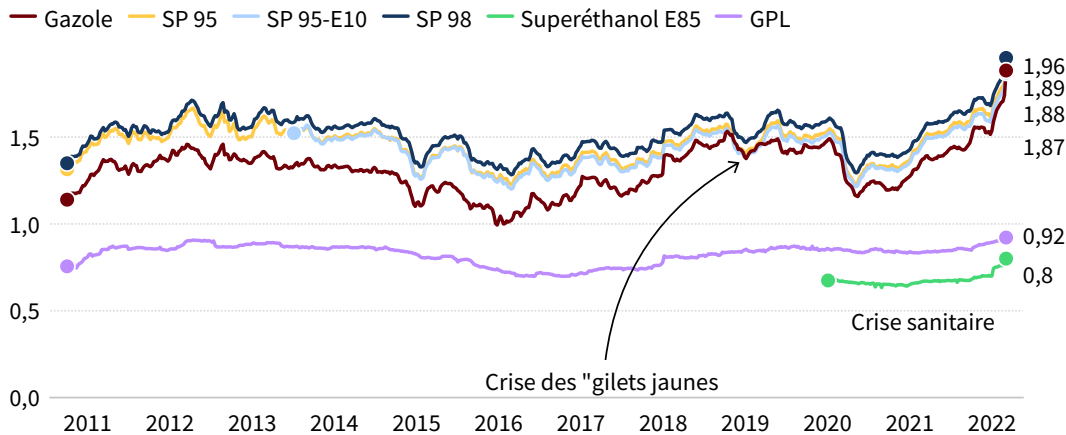
La semaine dernière, le litre de gazole coûtait, en moyenne, 1,88 euro, et celui de SP98 s'approchait de la barre symbolique des deux euros.

La hausse des prix des carburants va faire l'effet d'un coup de massue pour les automobilistes. Pour la dixième semaine consécutive, la facture moyenne du plein d'essence a de nouveau augmenté, début mars. Selon les dernières données communiquées ce lundi par le ministère de la Transition écologique, le litre de gazole s'est envolé, la semaine dernière, de 14 centimes, passant de 1,7415 à 1,8831 euro.

Massive, la hausse porte la facture à des niveaux jamais vus, s'approchant de la barre des 1,9 euro le litre. Même constat pour les autres carburants : le litre de SP95 atteignait en moyenne, la semaine dernière, 1,8889 euro, et celui de SP98 1,9558 euro. À titre de comparaison, le litre de gazole coûtait 1,54 euro en moyenne début 2022, et celui de SP95 1,63 euro. Une hausse, respectivement, de 22% et 16% en seulement trois mois.

Les prix des carburants ont bondi depuis le début de l'année 2022

Prix de vente nationaux en euro par litre depuis octobre 2010, TTC



Graphique: Le Figaro • Source: Ministère de la Transition écologique



Les derniers records sont pulvérisés, et les niveaux ayant entraîné de fortes contestations en novembre 2018 - 1,53 euro pour le gazole, 1,57 euro pour le SP95 - semblent désormais dérisoires. Selon les données précises du gouvernement, les prix des litres de gazole, du SP95 et du SP98 dépassent ou frôlent la barre symbolique des deux euros dans de nombreuses stations. À Paris, c'est le cas dans la quasi-totalité des points de vente répertoriés. De l'Ain au Finistère en passant par la Gironde, le Rhône et l'Aisne, ce niveau se retrouve un peu partout dans le pays.

Une hausse conséquente et continue

Cette dynamique s'explique notamment par la crise en Ukraine. Alors que la demande de matière première reste forte, les marchés scrutent de près l'attitude de la Russie, l'un des principaux producteurs et exportateurs de pétrole au monde. En janvier, le baril de Brent s'échangeait en moyenne à près de 87 dollars, son niveau le plus haut depuis 2014. Depuis, la poursuite des hostilités et l'annonce de discussions «très actives» entre l'Union européenne et les États-Unis sur un possible embargo contre les importations de pétrole russe ont fait flamber les cours : lundi matin, le baril de Brent dépassait brièvement la barre symbolique des 130 dollars et s'approchait de son record historique, avant de redescendre légèrement. Du jamais vu depuis 2012.

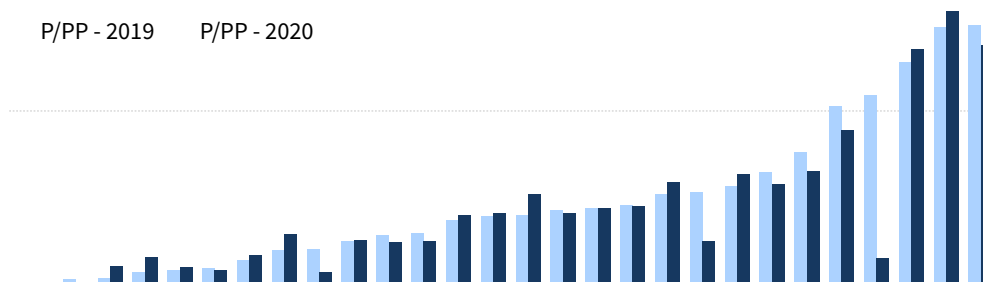
La perspective d'une baisse rapide des prix s'éloigne, à mesure que la guerre en Ukraine devient de plus en plus violente : «la barre mythique des 2 euros est dans toutes les têtes. On y arrive cette semaine à Paris, a estimé lundi le patron des centres E.Leclerc, Michel-Edouard Leclerc, sur FranceInfo . Il va y avoir une hausse de 8 à 10 centimes dans toutes les stations de France. Et la tendance est à la hausse», a ajouté l'homme d'affaires.

Pour l'heure, l'Union européenne reste fortement dépendante du pétrole russe. En moyenne, les 27 importent entre un quart et un cinquième de leur or noir de ce pays, une proportion qui évolue fortement selon les nations. Elle grimpait, en 2019, à plus de 50% pour six pays, dont la Pologne, la Bulgarie, la Finlande et la Roumanie. À la même époque, l'Allemagne importait un quart de son

pétrole de Russie, l'Italie 15%, et la France, 13%. L'Hexagone dépend principalement de l'Algérie, de l'Arabie saoudite et d'autres nations, rendant Paris moins dépendant de Moscou par rapport à Berlin.

Pour onze pays européens, la Russie représentait plus du quart des importations de pétrole et de produits pétroliers en 2019

Lecture : en 2019, la Russie pesait 26,4% des importations de pétrole et de produits pétroliers de l'Allemagne, et 29,7% en 2020.



Graphique: Le Figaro • Source: Eurostat



Un sujet de la campagne présidentielle

De son côté, l'État laisse la porte ouverte à de nouvelles aides : nous sommes «*prêts à faire davantage*», a déclaré le ministre de l'Économie et des Finances, lundi, sur BFMTV. «*Nous apporterons une réponse à tous les Français qui sont les plus touchés par la crise. [...] Mais ce ne sera pas un quoi qu'il en coûte qui consisterait à verser de l'essence sur un incendie*», a nuancé Bruno Le Maire, précisant que les mesures seraient «*ciblées*». Vendredi, sa collègue Barbara Pompili notait que des aides sur «*le carburant font partie du plan de résilience que le premier ministre va annoncer*» cette semaine.

Reste que la protection du pouvoir d'achat et l'inflation qui touche les prix de l'énergie depuis plusieurs mois sont devenues des sujets centraux de l'élection présidentielle. Suppression de la TVA sur la TICPE - la fameuse «*taxe sur la taxe*» -, gel des prix, taxation des géants de l'énergie, baisse des taxes... Chaque candidat y va de sa proposition. Le gouvernement a d'ores et déjà fermé la porte à la plupart des idées, dont une baisse de la fiscalité sur les carburants, une piste jugée trop chère par Bercy. Il serait, en outre, trop difficile de revenir en arrière et d'augmenter à nouveau les prélèvements, une fois la crise terminée, argumente-t-on.